

*La microfinance en Afrique de l'Ouest : histoires et innovations*, A. Ouédraogo et D. Gentil (coord.). CIF-Karthala, Paris, 2008, 307 p.

François Doligez

Numéro 309, juillet 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021122ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021122ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Doligez, F. (2008). Compte rendu de [*La microfinance en Afrique de l'Ouest : histoires et innovations*, A. Ouédraogo et D. Gentil (coord.). CIF-Karthala, Paris, 2008, 307 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (309), 98–99.  
<https://doi.org/10.7202/1021122ar>

## La microfinance en Afrique de l'Ouest : histoires et innovations

A. Ouédraogo et D. Gentil (coord.).  
CIF-Karthala, Paris, 2008, 307 p.

Ce livre, fruit d'un long processus jalonné par plusieurs ateliers d'écriture, répond à une double ambition : conserver la mémoire institutionnelle de six réseaux mutualistes d'épargne et de crédit ouest-africains et renforcer la visibilité nationale et internationale d'expériences originales dans le domaine de la microfinance.

L'initiative n'est pas anodine. D'une part, ces organisations sont souvent antérieures à la mode du microcrédit et, dans un secteur largement dominé par les acteurs financiers de la coopération internationale et leurs normes (*best practices*), il est rare d'entendre les praticiens du Sud. D'autre part, le mouvement coopératif regroupé au sein de la Confédération des institutions financières (CIF) compte 1,8 million de membres, 111 milliards de FCFA de dépôts et plus de 99 milliards de prêts, soit respectivement 38 % du public, 42 % des dépôts et 32 % du crédit de la microfinance en Afrique de l'Ouest, ce qui peut apparaître comme un paradoxe face au dénigrement dont les coopératives et l'économie sociale font l'objet dans le secteur. Encore dépendant des subventions dans les années 90, le mouvement dégage un résultat net consolidé positif depuis 2002, même si certains réseaux ont traversé de graves crises qui ne sont pas occultées dans l'ouvrage.

### Apprendre de l'expérience, une « économie sociale instituante » (Desroches)

La première partie retrace l'histoire des réseaux nationaux. Constituée de monographies avec de nombreux tableaux et chiffres, elle pourra sembler un peu longue à certains lecteurs non familiers de la microfinance. D'autres y trouveront des perles, comme la description des difficultés du dialogue interculturel cristallisant le différend

entre l'assistance technique de Kafo Jiginew, au Mali, et son président autour de « l'offense » à l'égard de ce dernier ou, symbole du processus dont est issue la confédération, les retrouvailles au Mali des deux frères de Nyesigiso, celui originaire du village fondateur et celui issu des familles déportées lors de la « mise en valeur » coloniale de l'Office du Niger<sup>(8)</sup>.

La deuxième partie traite, après une synthèse des indicateurs d'activité et de gestion (chapitre 7), d'enjeux et de défis transversaux. Le chapitre 8 retrace les innovations spécifiques pour ouvrir le sociétariat aux femmes. De fait, les coopératives d'épargne-crédit reposent sur le principe de l'épargne préalable, mais les femmes mènent le plus souvent des activités à rotation rapide du capital (petit commerce, transformation de produits agricoles, etc.) et sont peu intéressées par ce type de service financier. Les différentes formes de crédit solidaire accompagnées ou « crédit avec éducation » illustrées par les cas du Burkina Faso et du Sénégal ont permis une montée en puissance du sociétariat féminin, mais les réseaux restent à la recherche d'une plus grande intégration par la diversification de leurs services et un rééquilibrage de leur gouvernance. Le chapitre 9 s'interroge sur les modalités du passage du rural à l'urbain et ses conséquences. Cette transition a marqué la trajectoire de nombreux réseaux à l'exception du Sénégal, plus récent. Le changement de culture vis-à-vis du crédit, la taille croissante des caisses (certaines, comme au Togo, dépassent les 80 000 membres) et les différents modes de gestion issus de leurs histoires propres – coopératives ouvrières, confessionnelles ou territoriales – obligent les réseaux à adapter leurs organisations. Cette ouverture interroge également sur la place respective du rural et de l'urbain et sur l'équilibre à construire entre eux.

### Micro-crédit, micro-taux d'intérêt?

Le chapitre 10 présente les éléments constitutifs du taux d'intérêt du crédit et de l'équilibre de gestion des réseaux de microfinance. Avec des coûts du crédit susceptibles d'atteindre les 40 % de taux effectif, les coopératives peuvent compléter

(8) Pour saisir le contexte de ces retrouvailles, voir le documentaire *L'office du Niger, du travailleur forcé au paysan syndiqué*, de L. Colin et V. Petit, Iram, 2007.

l'autofinancement de nombreuses activités économiques, mais leurs prêts restent trop onéreux pour financer les investissements nécessaires au développement de l'agriculture familiale ou du logement social. Face à cette contrainte liée à leur pérennité, est-il possible de renforcer leur utilité sociale dans le cadre de politiques publiques de financement garantissant exonérations fiscales ou bonification sans fragiliser la consolidation d'une intermédiation financière viable? Comment, dans cette perspective, construire des alliances stratégiques ou des partenariats plus opérationnels avec d'autres acteurs collectifs comme les organisations paysannes? Les prises de position de certains chefs de l'Etat de la sous-région, leurs critiques à l'égard de la microfinance, voire les initiatives en matière de programmes de crédit public semblent pourtant aller dans le sens contraire et, dans différents pays (le Bénin, par exemple), peuvent même apparaître comme une menace vis-à-vis de la pérennité du secteur de la microfinance<sup>(9)</sup>.

Le dernier thème analysé de façon comparative est celui de la gouvernance des réseaux (chapitre 11). Y a-t-il une spécificité propre à la nature mutualiste des organisations ou celle-ci constitue-t-elle une illusion face à l'évolution des réseaux? De fait, l'interconnaissance à la base de la relation de crédit – de confiance – à l'origine des coopératives tend à s'estomper face à la diversification du profil des sociétaires, à l'augmentation de la taille des organisations ou à l'émergence d'une nouvelle génération de techniciens spécialisés dans la gestion bancaire et non directement issus du milieu rural. Tout au long de leur histoire, les réseaux ont connu des transformations importantes axées sur des unités de base plus grandes, une centralisation – et une solidarité – financière plus importante et une réorganisation des centres de décision à deux ou trois niveaux. Les enjeux, dans une analyse élargie en matière de gouvernance<sup>(10)</sup>, restent d'éviter la confusion

ou la confiscation des pouvoirs. Il s'agit également d'assurer les différents équilibres, entre orientation et exécution, mais aussi entre projet social et économique. La formalisation du concept de « rapatriement des pouvoirs » en cas de dérives latentes ou de crises ouvertes émerge comme une initiative originale de la CIF. A cet égard, face à un argument souvent détourné du « secret bancaire », l'analyse n'occulte pas les dysfonctionnements ou les crises traversées par les réseaux, ce qui constitue un témoignage de transparence suffisamment rare dans la littérature sur la microfinance pour être relevé! Enfin, dans la pratique, les principes du mutualisme restent confrontés au délicat problème de l'intéressement des élus vis-à-vis du résultat économique des coopératives locales pour renforcer leur implication dans des formes originales de gestion, du type de la « gestion en commun » développé dans un réseau voisin, le Crédit rural de Guinée<sup>(11)</sup>.

Le dernier chapitre et la conclusion ouvrent sur les enjeux à venir de la confédération CIF, créée en 2007 autour de fonctions partagées entre les réseaux : surveillance, développement des produits, information des systèmes de gestion et ressources humaines. A ceux qui s'interrogent sur la pertinence du concept d'économie sociale dans les pays du Sud, l'ouvrage illustre de façon concrète comment les principes coopératifs demeurent « *une source d'inspiration qu'il faut sans cesse adapter et faire évoluer* » pour trouver les modalités appropriées à la réalisation des politiques financières inclusives qui constituent désormais le socle de base des orientations internationales en matière de développement financier<sup>(12)</sup>. Mais cette conclusion, géographiquement située, a probablement une portée plus générale si l'on se réfère aux analyses développées dans la Recma concernant les pratiques du mutualisme bancaire en France<sup>(13)</sup>...

**François Doligez ●**

(9) Voir Consortium Alafia, 2007, *Microcrédit aux plus pauvres et distorsions de marché au Bénin*, réaction de l'association professionnelle au nouveau programme microfinance lancé par l'Etat, consulté sur [www.lamicrofinance.org](http://www.lamicrofinance.org) le 29 août 2007, 6 p.

(10) Cf. Cerise-Iram, 2005, *Guide d'analyse de la gouvernance en microfinance* ([www.cerise-microfinance.org](http://www.cerise-microfinance.org)).

(11) Voir Koulibaly B. et Gentil D., 2002, *Le Crédit rural de Guinée : du projet à l'institution, une construction sociale progressive*, Editions Charles Léopold Mayer-Ganndal, Paris.

(12) Nations-Unies, 2006, *Construire des secteurs financiers accessibles à tous*, New York, 202 p.

(13) Cf. par exemple les articles de J. Batac, V. Maymo, V. Pallas-Saltiel ou de D. Nouvel dans le numéro 308.